

***Bamako, Mali, 5 août □ (Infosplusgabon) - De nombreux témoins des coups de feu tirés sur des manifestants au Mali le mois dernier ont indiqué à Amnesty International avoir clairement identifié certains des auteurs de ces tirs comme étant des gardes du corps de Massana Danioko, le président de la Cour constitutionnelle.***

Ces manifestations qui ont eu lieu entre le 10 et le 12 juillet ont été organisées par le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), qui proteste contre la mauvaise gouvernance et la fraude électorale au Mali depuis le 5 juin, et appelle à la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Les manifestations, qui ont coïncidé avec l'appel à la désobéissance civile lancé par le M5-RFP, ont été violemment réprimées à Bamako, la capitale; 11 manifestants et passants au moins ont été tués, et plusieurs dizaines de personnes ont été blessées.

"Les rumeurs concernant l'arrestation du dirigeant du M5-RFP, l'imam Mahmoud Dicko, ont conduit le 11 juillet à la mobilisation de manifestants et d'habitants du quartier de Badalabougou. Certains d'entre eux se sont dirigés vers la maison de Manassa Danioko, non loin de la résidence de l'imam Mahmoud Dicko", a déclaré Ousmane Diallo, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International.

"Des agents de sécurité et des policiers ont alors tiré à balles réelles sur les manifestants, tuant quatre personnes. Une enquête équitable et impartiale doit être ouverte de toute urgence sur ces morts, et les responsables doivent être déférés à la justice".

Amnesty International a interrogé 41 personnes, notamment des témoins des violences, des manifestants qui ont été blessés, des journalistes, des dirigeants de l'opposition et des agents de l'Etat.

Des témoins et des proches de victimes ont raconté les terribles violences perpétrées par des policiers dans les quartiers de Badalabougou et de Sogoninko, où des mouvements de protestation ont eu lieu le 11 juillet, et fait état de la responsabilité de gardes du corps du président de la Cour constitutionnelle concernant la mort de manifestants à Badalabougou.

Plusieurs des personnes tuées pendant les trois jours de répression ne participaient pas aux manifestations.

Les violences se sont intensifiées les 11 et 12 juillet, à la suite d'informations indiquant que les forces de sécurité voulaient arrêter l'imam Mahmoud Dicko, après avoir arrêté plusieurs autres dirigeants du M5-RFP.

Selon Amnesty International, l'implication des Forsat (forces spéciales antiterroristes) dans l'arrestation de dirigeants du M5-RFP et dans l'attaque de la Mosquée de l'imam Mahmoud Dicko est également très préoccupante et elle doit donner lieu à une enquête approfondie.

Plusieurs témoins ont dit à Amnesty International que pendant une réunion du M5-RFP le 11 juillet, des hommes cagoulés et lourdement équipés et armés soupçonnés d'appartenir aux Forsat sont arrivés à bord de deux bus banalisés, afin d'interrompre ce rassemblement.

"D'autres témoins ont raconté avoir vu des membres des Forsat déployés pour procéder à l'arrestation des dirigeants du M5-RFP le 11 juillet. Ils ont aussi été vus en train de lancer l'assaut de la mosquée de l'imam Mahmoud Dicko dans la soirée", a déclaré Ousmane Diallo.

Selon un journaliste, des policiers l'ont empêché de faire son travail alors qu'il prenait des photos de preuves de mauvais traitements infligés à trois jeunes gens le 11 juillet. Il a dit à Amnesty International que comme il a refusé de leur donner son téléphone portable, les policiers se sont mis à le frapper à coups de matraque sur la tête, sur le dos et sur les hanches. Ils lui ont pris de force son téléphone, ont effacé les preuves de leurs agissements et l'ont accusé d'être un membre du M5-RFP, avant de finalement le laisser partir avec son téléphone".

L'utilisation par les forces de sécurité de la force meurtrière doit faire l'objet d'une enquête. Les manifestants et leurs proches ont le droit de savoir qui a autorisé les forces de sécurité à tirer sur eux, et il ne pourra pas y avoir de solution crédible à la crise politique si les droits humains ne sont pas respectés et si justice n'est pas rendue, à déclaré Ousmane Diallo.

"Le droit à la liberté de réunion pacifique doit être respecté par les autorités et il est inadmissible que les forces de sécurité, y compris des forces spéciales, aient tiré à balles réelles sur des manifestants. Aucun citoyen ne mérite de mourir pour avoir exprimé ses opinions ou pour avoir dénoncé la mauvaise gouvernance de son propre pays".

FIN/ INFOSPLUSGABON/PLM/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon